

répertoires et dossiers tenus exclusivement pour l'accomplissement des tâches qui relèvent des opérations de remembrement des biens ruraux.

Ce numéro ne peut être reproduit sur des documents susceptibles d'être portés à la connaissance de tiers autres que les autorités visées par le présent arrêté.

Art. 4. Outre l'utilisation réglée par l'article 3, les autorités visées à l'article 1^{er} peuvent utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques, pour assurer l'exécution des dispositions légales et réglementaires dont elles sont chargées :

- 1° dans le cadre de leur gestion interne;
- 2° dans les relations qu'elles ont avec le titulaire de ce numéro ou avec son représentant légal;

3° dans leurs relations avec les autres autorités publiques et organismes qui ont eux-mêmes reçu l'autorisation visée à l'article 8 de la loi précitée du 8 août 1983 et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Cette utilisation ne peut se faire qu'à seule fin d'identification et exclusivement pour l'accomplissement des tâches définies à l'article 3.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

hun identificatie in de bestanden, repertoria en dossiers die uitsluitend worden bijgehouden voor het vervullen van taken in verband met de ruilverkavelingsoperaties van landeigendommen.

Dit nummer mag niet worden weergegeven op documenten die ter kennis worden gebracht van derden andere dan de in dit besluit bedoelde overheden.

Art. 4. Naast het in artikel 3 geregeld gebruik, kunnen de in artikel 1 bedoelde overheden het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen gebruiken om wettelijke en reglementaire bepalingen uit te voeren waarmee ze zijn belast :

- 1° in het kader van hun intern beheer;
- 2° in hun betrekkingen met de houder van dit nummer of met zijn wettelijke vertegenwoordiger;

3° in hun betrekkingen met andere openbare overheden en instellingen die zelf bij artikel 8 van de voornoemde wet van 8 augustus 1983 bedoelde machtiging hebben verkregen en die optreden in de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

Het nummer mag alleen voor identificatieloeleinden worden gebruikt en uitsluitend voor het vervullen van de taken vermeld in artikel 3.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTRE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 950

[S - C - 97/141]

Arrêté royal autorisant le Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser le Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par les articles 5, alinéa 1^{er}, et 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Le Service des Victimes de la Guerre souhaite obtenir l'accès au Registre national pour l'accomplissement des tâches qui lui sont imposées par les lois ci-après :

1° les lois coordonnées du 19 août 1921 relatives aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918;

2° la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit;

3° la loi du 6 juillet 1964 étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, aux conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi;

4° la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945;

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 950

[S - C - 97/141]

Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu toegang tot de informatiegegevens en gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister te verlenen.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door de artikelen 5, eerste lid, en 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De Dienst voor de Oorlogsslachtoffers wenst de toegang tot het Rijksregister voor het vervullen van de taken opgelegd door de volgende wetten :

1° de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 inzake het herstel te verlenen aan burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918;

2° de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden;

3° de wet van 6 juli 1964 waarbij de toepassing van de wetten betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi;

4° de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeportheerten van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeportheerten voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945;

5° la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit;

6° la loi du 5 juillet 1971 accordant une rente aux pêcheurs marins ayant pratiqué la pêche maritime au départ de ports britanniques, français ou belges durant la guerre 1914-1918 et au départ de ports britanniques durant la guerre 1940-1945;

7° les lois et les arrêtés royaux relatifs aux statuts civils de reconnaissance nationale, à savoir :

a) l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires;

b) la loi du 5 février 1947 organisant le statut des étrangers prisonniers politiques;

c) la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit;

d) la loi du 1^{er} septembre 1948 organisant le statut des résistants par la presse clandestine;

e) la loi du 7 juillet 1953 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946;

f) la loi du 21 novembre 1974 portant statut de résistant au nazisme dans les régions annexées;

g) la loi du 21 novembre 1974 portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et ses ayants droit;

h) l'arrêté royal du 8 février 1984 portant statut de la reconnaissance nationale en faveur des pêcheurs marins ayant pratiqué la pêche maritime au départ de ports britanniques, français ou belges durant la guerre 1914-1918 et au départ de ports britanniques durant la guerre 1940-1945;

i) l'arrêté royal du 12 avril 1990 relatif à la création du statut de la reconnaissance nationale en faveur des hommes qui ont rejoint les centres de recrutement de l'armée belge 1940 (C.R.A.B.).

Le Service précité demande l'accès aux informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^{er} à 9^e, et alinéa 2, de la loi précitée du 8 août 1983.

A la lumière de la loi précitée du 15 mars 1954, cette demande d'accès et d'utilisation peut être justifiée comme suit :

1° les nom et prénoms : ceux-ci sont évidemment indispensables;

2° le lieu et la date de naissance : pour déterminer le montant de la pension de dédommagement des dommages corporels occasionnés au cours de la période 1940-1945, à laquelle une personne a droit, il est nécessaire de connaître l'âge qu'avait cette personne durant cette période;

3° le sexe : certaines majorations de pension sont uniquement accordées aux hommes (art. 6, § 3, de la loi du 15 mars 1954);

4° la nationalité : la loi précitée du 15 mars 1954 ne s'applique qu'aux Belges (cfr. article 1^{er}, § 4);

5° la résidence principale :

— la pension est payable au lieu de résidence de l'ayant droit;

— au moyen de l'information du Registre national relative à la résidence principale, le Service des Victimes de la Guerre est en mesure d'identifier la commune où le demandeur est domicilié et de s'informer auprès du Service du Casier judiciaire de ladite commune sur l'existence éventuelle de condamnations prononcées à son encontre, susceptibles de faire obstacle à l'attribution de certaines allocations dont le bénéfice est prévu par la loi précitée du 15 mars 1954;

6° le lieu et la date du décès : le droit à la pension cesse dès le décès du bénéficiaire (mais elle peut être accordée par la suite à ses ayants droit — cfr. article 12 de la loi précitée du 15 mars 1954);

7° la profession : la fixation du pourcentage de l'invalidité est tributaire de l'occupation professionnelle de la victime;

8° l'état civil : après le décès du bénéficiaire de la pension, son conjoint survivant peut demander une pension d'ayant droit;

9° la composition du ménage : dans certains cas, les enfants du bénéficiaire peuvent également être considérés comme ayants droit (cfr. article 12, § 4, 2^e, de la loi du 15 mars 1954).

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi précitée du 8 août 1983, s'avère également nécessaire : c'est ainsi que l'article 1^{er}, § 4, de la loi précitée du 15 mars 1954 prévoit par exemple que la qualité de Belge doit exister tant au moment du fait dommageable qu'au moment de l'octroi de la pension.

5° de la loi du 23 décembre 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918 en 1940-1945 en hun rechthebbenden;

6° de la loi du 5 juillet 1971 tot toekeuring van een rente aan de zeevissers die tijdens de oorlog 1914-1918 de zeevisserij hebben beoefend vanuit Britse, Franse of Belgische havens en vanuit Britse havens tijdens de oorlog 1940-1945;

7° de wetten en koninklijke besluiten in verband met de burgerlijke statuten van nationale erkentelijkheid, te weten :

a) de besluitwet van 24 december 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraren wordt ingericht;

b) de wet van 5 februari 1947 dragende het statuut van de buitenlanders politieke gevangen;

c) de wet van 26 februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangen en hun rechthebbenden;

d) de wet van 1 september 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers;

e) de wet van 7 juli 1953 houdende inrichting van het statuut der gedeportheerden tot de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945 en intrekking van de besluitwet van 24 decembre 1946;

f) de wet van 21 november 1974 houdende statuut van weerstander tegen het nazisme in de ingelijde gebieden;

g) de wet van 21 november 1974 houdende statuut van de verplicht ingelijde bij het Duitse leger en zijn rechthebbenden;

h) het koninklijk besluit van 8 februari 1984 houdende statuut van nationale erkentelijkheid ten voordele van de zeevissers die tijdens de oorlog 1914-1918 de zeevisserij hebben beoefend vanuit Britse, Franse of Belgische havens en vanuit Britse havens tijdens de oorlog 1940-1945;

i) het koninklijk besluit van 12 april 1990 betreffende het instellen van het statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de mannen die zich bij de recruteringscentra van het Belgisch leger 1940 hebben gevoegd (R.C.B.L.).

De voormalde Dienst vraagt de toegang tot de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1^{er} tot 9^e, en tweede lid, van de voormalde wet van 8 augustus 1983.

Getoetst aan de voormalde wet van 15 maart 1954 kan deze aanvraag voor toegang en gebruik gemotiveerd worden als volgt :

1° de naam en voornamen : deze zijn uiteraard noodzakelijk;

2° de geboorteplaats en -datum : om te bepalen op welk pensioenbedrag, dat bestemd is tot herstel van de lichamelijke schade geleden in de periode 1940-1945, een persoon recht heeft, is het noodzakelijk te weten welke leeftijd de verzoeker had in die periode;

3° het geslacht : sommige verhoogde pensioenen worden enkel toegekend aan mannen (art. 6, § 3, van de wet van 15 maart 1954);

4° de nationaliteit : de voormalde wet van 15 maart 1954 is enkel van toepassing op de Belgen (cf. art. 1, § 4);

5° de hoofdverblijfplaats :

— het pensioen is betaalbaar in de woonplaats van de rechthebbende;

— door middel van het informatiegegeven van het Rijksregister met betrekking tot de hoofdverblijfplaats, is de Dienst voor de Oorlogs-slaachtoffers in staat de gemeente waar de aanvrager woonachtig is op te sporen, en bij de dienst van het strafregister van de betrokken gemeente, te informeren naar het eventueel bestaan van tegen hem uitgesproken veroordelingen die het verlenen van bepaalde vergoedingen, voorzien bij de wet van 15 maart 1954, kunnen verhinderen;

6° de plaats en datum van overlijden : het pensioen eindigt bij het overlijden van de begunstigde (zij het dat het pensioen daarna kan toegekend worden aan zijn rechthebbenden — cf. artikel 12 van de voormalde wet van 15 maart 1954);

7° het beroep : de vaststelling van het invaliditeitspercentage wordt beïnvloed door de beroepsbezighed van het slachtoffer;

8° de burgerlijke staat : na het overlijden van de begunstigde van het pensioen, kan de langstlevende echtgenoot een pensioen als rechthebende aanvragen;

9° de samenstelling van het gezin : ook de kinderen van de begunstigde kunnen, in bepaalde gevallen (cf. art. 12, § 4, 2^e, van de wet van 15 maart 1954), beschouwd worden als rechthebbenden.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen van de informatiegegevens, bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de voormalde wet van 8 augustus 1983, is eveneens noodzakelijk : zo bepaalt bijvoorbeeld artikel 1, § 4, van de voormalde wet van 15 maart 1954 dat de hoedanigheid van Belg dient te bestaan op het ogenblik van het schadelijk feit en op het ogenblik van de toekenning van het pensioen.

Etant donné que parfois des recherches doivent être effectuées sur une très longue période, l'accès à ces modifications est demandé pour une période de trente années qui précède la communication des informations.

L'autorisation d'utiliser le numéro d'identification est également sollicitée : cette utilisation est nécessaire pour les relations avec les administrations qui ont obtenu elles-mêmes cette autorisation, par exemple le Ministère des Finances (Administration des Pensions).

Par analogie avec l'exposé qui précède sur la loi du 15 mars 1954, la même analyse peut être faite concernant les autres lois citées à l'article 1^{er} de l'arrêté en projet.

La Commission de la protection de la vie privée a donné un avis favorable le 4 octobre 1995. Ainsi qu'elle en a exprimé le souhait, la liste des agents autorisés à accéder au Registre national et à en utiliser le numéro d'identification, lui sera transmise annuellement.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 17 juillet 1996. L'arrêté a été dûment adapté aux observations formulées par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

Avis n° 28/95 du 4 octobre 1995. — Projet d'arrêté royal autorisant le Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier les articles 5 et 8, modifiée par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991, 8 décembre 1992, 24 mai 1994, 21 décembre 1994 et 30 mars 1995;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 11 août 1995, reçue à la Commission le 18 août 1995;

Vu le rapport de M. C. Voet,

Emet, le 4 octobre 1995, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE D'AVIS :

La demande d'avis concerne un projet d'arrêté royal autorisant le Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

II. EXAMEN DU PROJET :

A. BASE LEGALE DE L'ACCES ET DE L'UTILISATION.

La demande d'avis repose sur l'article 5, alinéa 1^{er} (droit d'accès), et l'article 8 (utilisation du numéro d'identification) de la loi du 8 août 1983.

Aangezien dat soms opzoeken verricht moeten worden over een vrij lange periode, wordt gevraagd dat de toegang tot die wijzigingen verleend zou worden voor een periode van dertig jaar die de mededeling van de informatiegegevens voorafgaat.

Tevens wordt de machtiging tot gebruik van het identificatienummer gevraagd : dit gebruik is nuttig voor de contacten met die administraties die zelf reeds deze machtiging gekomen hebben, bijvoorbeeld het Ministerie van Financiën (Administratie der Pensioenen) en de Nationale Kas voor Oorlogspensionen.

Naar analogie met deze uiteenzetting over de wet van 15 maart 1954 kan men dezelfde analyse maken over de andere wetten vermeld in artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft een gunstig advies uitgebracht op 4 oktober 1995. Zoals door haar gewenst zal de lijst van ambtenaren die toegang tot het Rijksregister en gebruik van het identificatienummer hebben, jaarlijks aan haar worden overgezonden.

De Raad van State bracht zijn advies uit op 17 juli 1996. Het besluit werd behoorlijk aangepast aan de door de Raad gemaakte opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majestet,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE
De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK
De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Advies nr. 28/95 van 4 oktober 1995. — Ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid de artikelen 5 en 8, gewijzigd door de wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991, 8 december 1992, 24 mei 1994, 21 december 1994 en 30 maart 1995;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 11 augustus 1995, door de Commissie ontvangen op 18 augustus 1995;

Gelet op het verslag van de heer C. Voet;

Brengt op 4 oktober 1995 het volgende advies uit :

I. VOORWERP VAN DE ADVIESAANVRAAG :

De adviesaanvraag betreft een ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toegang en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

II. ONDERZOEK VAN HET ONTWERP :

A. WETTELIJKE BASIS TOT TOEGANG EN GEBRUIK :

De adviesaanvraag is gebaseerd op het artikel 5, eerste lid, (recht van toegang) en het artikel 8 (gebruik van het identificatienummer) van de wet van 8 augustus 1983.

Ces articles sont rédigés comme suit :

Art. 5, alinéa 1^{er} : « Le Roi autorise l'accès au Registre national aux autorités publiques, aux organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954... »

Art. 8, alinéa 1^{er} : « Après avis de la Commission de la protection de la vie privée à l'article 5, alinéa 2 et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut autoriser les autorités publiques et les organismes visés à l'article 5 à faire usage du numéro d'identification dans les limites et aux fins qu'il détermine... »

Le Service des Victimes de la Guerre fait partie du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, et tombe donc sous le coup des articles précités.

B. JUSTIFICATION DU DROIT D'ACCÈS ET D'UTILISATION DU NUMERO DU REGISTRE NATIONAL.

a) Le Service des Victimes de la Guerre, qui fait partie du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, a différentes missions qui lui sont imposées par ou en vertu :

1. de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, telle que modifiée ultérieurement;

2. des lois coordonnées du 19 août 1921 relatives aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, telles que modifiées ultérieurement;

3. de la loi du 6 juillet 1964, étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, aux conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi, telle que modifiée ultérieurement;

4. de la loi de base du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des refractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, telle que modifiée ultérieurement;

5. de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit, telle que modifiée ultérieurement;

6. de la loi du 5 juillet 1971 accordant une rente aux pêcheurs marins ayant pratiqué la pêche maritime au départ de ports britanniques, français ou belges durant la guerre 1914-1918 et au départ de ports britanniques durant la guerre 1940-1945, telle que modifiée ultérieurement;

7. des lois et les arrêtés royaux relatifs aux statuts civils de reconnaissance nationale.

b) Le Service précité demande l'accès aux données énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^{er} à 9^e, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 précitée.

Le rapport au Roi présente plus précisément, en plusieurs paragraphes, la raison pour laquelle le droit d'accès et l'utilisation du numéro du Registre national sont demandés.

c) L'autorisation d'utiliser le numéro est également motivée par le fait que cette utilisation peut être utile pour les relations avec les administrations qui ont obtenu elles-mêmes cette autorisation (Administration des Pensions) et la Caisse nationale des Pensions de guerre.

La Commission est d'avis que cette raison est suffisante et justifiée.

d) Conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983, l'article 4 du projet d'arrêté mentionne les limites de l'utilisation du numéro du Registre national. Il stipule que le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que pour l'accomplissement des tâches imposées par l'article 1^{er}, alinéa 3. En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé, dans le cadre des tâches devant être légalement accomplies, que dans les relations avec le titulaire du numéro (ou ses représentants légaux) ou avec les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

Deze artikelen luiden als volgt :

Art. 5, eerste lid : « De Koning verleent toegang tot het Rijksregister aan de openbare overheden, de instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954... »

Art. 8, eerste lid : « Na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bedoeld in artikel 5, tweede lid, en bij in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning de openbare overheden en de instellingen bedoeld bij artikel 5 machten om het identificatienummer te gebruiken binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald... »

De Dienst voor de Oorlogsslachtoffers maakt deel uit van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, en valt dus onder genoemde artikelen.

B. VERANTWOORDING VAN HET RECHT TOT TOEGANG EN GEBRUIK VAN HET RIJKSREGISTERNUMMER

a) De Dienst voor de Oorlogsslachtoffers, die deel uitmaakt van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, heeft verschillende taken, die hem worden opgelegd door of krachtens :

1. de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, zoals later gewijzigd;

2. de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 inzake het herstel te verlenen aan burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918, zoals later gewijzigd;

3. de wet van 6 juli 1964, waarbij de toepassing van de wetten betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot de gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op het grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi, zoals later gewijzigd;

4. de basiswet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, zoals later gewijzigd;

5. de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en hun rechthebbenden, zoals later gewijzigd;

6. de wet van 5 juli 1971 tot toekenning van een rente aan de zeevissers die tijdens de oorlog 1914-1918 de zeevisserij hebben beoefend vanuit Britse, Franse of Belgische havens en vanuit Britse havens tijdens de oorlog 1940-1945, zoals later gewijzigd;

7. de wetten en de koninklijke besluiten in verband met de burgerlijke statuten van nationale erkentelijkheid.

b) Voormelde Dienst vraagt de toegang tot de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1^{er} tot 9^e, en tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

In het Verslag aan de Koning wordt in het bijzonder gemotiveerd, per onderdeel, waarom het recht van toegang en het gebruik van het Rijksregisternummer wordt gevraagd.

c) De machtiging tot gebruik wordt bijkomend gemotiveerd doordat het gebruik nuttig kan zijn voor de contacten met de administraties die zelf reeds deze machtiging hebben gekomen (Administratie der Pensioenen) en de Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.

De gegeven motivering komt de Commissie afdoende en verantwoord voor.

d) Het artikel 4 van het ontwerpbesluit bevat, overeenkomstig het artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983, de grenzen van het gebruik van het Rijksregisternummer. Er wordt gesteld dat voor interne doeleinden het identificatienummer enkel gebruikt mag worden voor het vervullen van de in artikel 1, derde lid opgelegde taken. Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel gebruikt worden, binnen het kader van de wettelijk te vervullen taken, in de betrekkingen met de houder van het nummer (of zijn wettelijke vertegenwoordigers), of met de openbare overheden en instellingen, die ingevolge het artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf reeds de machtiging hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden tot uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

C. DÉSIGNATION DES TITULAIRES.

Selon le projet d'arrêté royal, l'accès aux données et l'utilisation du numéro d'identification du Registre national sont accordés :

- au fonctionnaire dirigeant le Service des victimes de la Guerre;
- aux fonctionnaires que le fonctionnaire dirigeant précité désigne nommément et par écrit à cet effet au sein de ses services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs compétences respectives, à condition qu'ils soient revêtus d'un grade équivalent à ceux du niveau 1 des agents de l'Etat.

La Commission conseille d'établir annuellement la liste des fonctionnaires désignés et de la lui transmettre chaque année.

CONCLUSION :

Sous réserve de la remarque formulée précédemment à propos de la liste annuelle à communiquer à la Commission, cette dernière estime pouvoir émettre un avis positif.

PAR CES MOTIFS,

La Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,
J. Paul.

Le président,
P. Thomas.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 27 février 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant le service des victimes de la guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques", a donné le 17 juillet 1996 l'avis suivant :

Examen du projet.
Dispositif.

Article 1^{er}.

1. Il convient, à chaque point, d'omettre les mots "telle que modifiée ultérieurement".

2. Les législations visées doivent l'être dans l'ordre chronologique et avec la mention de leur intitulé exact (voyez 4^e "loi du base").

3. Il convient d'énumérer, dans le rapport au Roi, l'ensemble des lois et arrêtés royaux visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, 7^e.

La chambre était composée de :

MM. :
J.-J. Stryckmans, président;
Y. Kreins et P. Lienardy, conseillers d'Etat;
J. De Gavre et J. van Compernolle, assesseurs de la section de législation;
Mme J. Gielissen, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. Bauwens, référendaire adjoint.

Le greffier,
J. Gielissen.

Le président,
J.-J. Stryckmans.

C. AANWIJZING DER TITULARISSEN

Volgens het ontwerp van koninklijk besluit wordt de toegang tot de informatiegegevens en het gebruik van het identificatienummer toegestaan aan :

- de leidende ambtenaar van de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers;
- aan de ambtenaren die de voornoemde leidende ambtenaar daartoe wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden binnen zijn diensten met naam en schriftelijk heeft aangewezen, op voorwaarde dat zij een graad bekleden gelijkwaardig aan een graad van niveau 1 van het Rijkspersoneel.

De Commissie adviseert dat de lijst mét aangewezen ambtenaren jaarlijks wordt opgesteld en dat deze lijst jaarlijks wordt overgemaakt aan de Commissie.

CONCLUSIE :

De Commissie is van oordeel, onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerking in verband met de jaarlijks op te stellen en aan de Commissie mee te delen lijst, een gunstig advies te kunnen uitbrengen.

OM DEZE REDENEN,

Brengt de Commissie een gunstig advies uit.

De secretaris,
J. Paul.

De voorzitter,
P. Thomas.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 februari 1996 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de dienst voor de oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu", heeft op 17 juli 1996 het volgend advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp.
Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In ieder onderdeel moeten de woorden "zoals later gewijzigd" vervallen.

2. De wetten waarnaar wordt verwezen, moeten in chronologische volgorde worden vermeld, met opgaaf van het juiste opschrift (zie onderdeel 4^e : "basiswet").

3. In het verslag aan de Koning moeten alle wetten en koninklijke besluiten waarvan sprake is in artikel 1, derde lid, 7^e, worden opgesomd.

De kamer was samengesteld uit :
De heren :
J.-J. Stryckmans, voorzitter.
Y. Kreins en P. Lienardy, staatsraden;
J. De Gavre en J. van Compernolle, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mvr. J. Gielissen, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer M. Bauwens, adjunct-referendaris.

De griffier,
J. Gielissen.

De voorzitter,
J.-J. Stryckmans.

28 JANVIER 1997. — Arrêté royal autorisant le Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement à accéder aux informations et à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990; loi du 30 mars 1995, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 5;

Vu l'avis n° 28/95 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 4 octobre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de la Fonction publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Accès aux informations

Article 1^{er}. Le Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement est autorisé à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^{er} à 9^e, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de trente années qui précède la communication de ces informations.

L'accès aux informations est autorisé exclusivement pour l'accomplissement des missions dont l'Administration des Victimes de la Guerre est chargée par ou en vertu :

1^{er} des lois coordonnées du 19 août 1921 relatives aux réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918;

2^e de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit;

3^e de la loi du 6 juillet 1964 étendant l'application des lois relatives aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, aux conséquences de certains faits survenus sur les territoires du Congo (Léopoldville), du Rwanda et du Burundi;

4^e de la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945;

5^e de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit;

6^e de la loi du 5 juillet 1971 accordant une rente aux pêcheurs marins ayant pratiqué la pêche maritime au départ de ports britanniques, français ou belges durant la guerre 1914-1918 et au départ de ports britanniques durant la guerre 1940-1945;

7^e des lois et des arrêtés royaux relatifs aux statuts civils de reconnaissance nationale.

L'accès aux informations est réservé :

1^{er} au fonctionnaire dirigeant le Service des Victimes de la Guerre;

2^{er} aux fonctionnaires que la personne visée sous 1^{er} désigne nommément et par écrit à cet effet au sein de ses services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs compétences respectives, à condition qu'ils soient revêtus d'un grade équivalent à ceux du niveau 1 des agents de l'Etat.

Art. 2. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent être utilisées qu'aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 3. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er}:

1^{er} les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux;

28 JANUARI 1997. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995 en op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies nr. 28/95 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 4 oktober 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Ambtenarenzaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toegang tot de informatiegegevens

Artikel 1. Aan de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers van he Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu word toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^{er} tot 9^e, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen van de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens wordt beperkt tot een periode van dertig jaar die de mededeling van deze informatiegegevens voorafgaat.

De toegang tot de informatiegegevens geldt uitsluitend voor he vervullen van de taken die aan de Dienst voor de Oorlogsslachtoffer worden opgelegd door of krachtens :

1^e de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921 inzake het herstel te verlenen aan burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-1918;

2^e de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstelpensioenen voor d burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden;

3^e de wet van 6 juli 1964 waarbij de toepassing van de wette betreffende de herstelpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers va de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden wordt uitgebreid tot d gevolgen van sommige feiten die zich hebben voorgedaan op he grondgebied van Kongo (Leopoldstad), van Rwanda en van Burundi;

4^e de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente te voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van d werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkste ling van de oorlog 1940-1945;

5^e de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 e 1940-1945 en hun rechthebbenden;

6^e de wet van 5 juli 1971 tot toekennung van een rente aan d zeevissers die tijdens de oorlog 1914-1918 de zeevisserij hebbe beoefend vanuit Britse, Franse of Belgische havens en vanuit Brit havens tijdens de oorlog 1940-1945;

7^e de wetten en koninklijke besluiten in verband met de burgerlij statuten van nationale erkentelijkheid.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

1^{er} aan de leidende ambtenaar van de Dienst voor de Oorlogsslachtoffers;

2^{er} aan de ambtenaren die de onder 1^{er} vermelde persoon daartegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden binnen zijn diensten met naam en schriftelijk aanwijp op voorwaarde dat zij een graad bekleden gelijkwaardig aan een graad van niveau 1 van het Rijkspersoneel.

Art. 2. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor de in artikel 1, derde lid, vermelde doeleinden. Zij mogen niet worden medegedeeld aan derden.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerst lid :

1^{er} de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers,

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec le Service des Victimes de la Guerre aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

CHAPITRE II. — Utilisation du numéro d'identification

Art. 3. Les fonctionnaires du Service des Victimes de la Guerre du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement visés à l'article 1^{er}, alinéa 4, sont autorisés à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques.

Art. 4. Le numéro d'identification du Registre national ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que pour l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, avec :

— le titulaire du numéro ou ses représentants légaux;

— les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. La liste des fonctionnaires désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 4, et à l'article 3, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

2° de openbare overheden en de instellingen aangeduid krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, voor de informatiegegevens die hun kunnen medegegeven worden in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, derde lid, vermelde doeleinden met de Dienst voor Oorlogsslachtoffers onderhouden.

HOOFDSTUK II. — Gebruik van het identificatienummer

Art. 3. Aan de onder artikel 1, vierde lid, vermelde ambtenaren van de Dienst voor Oorlogsslachtoffers van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu wordt machtiging verleend om het identificatienummer van de personen die ingeschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken.

Art. 4. Voor interne doeleinden mag het identificatienummer van het Rijksregister enkel gebruikt worden voor het vervullen van de in artikel 1, derde lid, vermelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatiemiddel enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 1, derde lid, vermelde taken noodzakelijk zijn, met :

— de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordigers;

— de openbare overheden en instellingen die ingevolge artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtig hebben verkregen om het nummer te gebruiken en die optreden tot uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, vierde lid, en artikel 3 aangewezen ambtenaren wordt, met vermelding van hun graad en van hun ambt, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 951

[C — 97/29189]

24 AVRIL 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, alinéa 2, 1^o;